

désireux d'étudier l'état véritable de notre commerce indiqué par le Gouvernement et le département. Il est étonnant de constater le terrible déclin du commerce canadien, depuis que nos honorables vis-à-vis sont au pouvoir. Je n'en aurais pas parlé, si nos adversaires ne l'avaient pas imputé à blâme au parti libéral, mais puisqu'ils l'ont fait, une réponse s'imposait. Ils ont maintenant les chiffres sous les yeux, et, ils devraient les examiner, car ils viennent de leur gouvernement. Ils ne les avaient peut-être pas examinés, mais il est de première importance pour eux de connaître le véritable état des choses. Il est absurde d'établir une comparaison entre la présente année, et l'année dernière ou 1932, car à cette époque, la prise d'assaut des marchés avait eu lieu, notre commerce extérieur avait déjà été détruit. Le Gouvernement manque à l'équité en comparant deux années de son administration. Il devrait comparer les résultats de son régime à ceux du régime libéral. Nos adversaires nous imputent à blâme le déclin de notre commerce, mais ils n'osent faire un retour en arrière et se comparer à nous. C'est très injuste, c'est incroyable. Le président Roosevelt aux Etats-Unis compare sa gestion à celle de la dernière année du régime Hoover. C'est équitable. Pourquoi le Gouvernement n'établit-il pas ici une comparaison analogue? C'est parce qu'il ne peut plus employer la propagande menée au cours de la dernière campagne électorale pour peindre la situation en noir. Le premier ministre actuel et ses satellites répétaient alors partout: "Les choses vont mal, le pays s'en va à la ruine." J'ai entendu moi-même de jeunes étudiants de l'université McGill qui écoutaient les discours radiodiffusés discuter la question de savoir si le pays s'en allait à la ruine. Depuis, en 4 ans nous avons perdu, sous la forme d'une contraction de nos échanges, 3 millions de dollars par jour, soit la somme énorme et incroyable de 4 milliards de dollars. Chaque année, depuis l'arrivée du parti conservateur au pouvoir, nous avons perdu un milliard de dollars, et maintenant il cherche à en rejeter le blâme sur nous. Les électeurs ne prendront pas les députés ministériels au sérieux.

Avant de terminer, permettez-moi de dire à l'honorable député de Shelburne-Yarmouth combien son discours m'a intéressé. Son exposé a été fort complet. Si j'ai pris la liberté de communiquer quelques chiffres officiels à la Chambre, ce n'est pas du tout pour ajouter quelque chose à ses remarques, qui étaient au point et donnent un tableau exact de la situation nationale, mais c'est parce que nos adversaires ont dénaturé les faits.

[M. Pouliot.]

M. SAMUEL GOBEIL (Compton): Je veux tout d'abord féliciter le ministre des Finances (M. Rhodes) de sa magnifique présentation du budget du présent exercice financier. Ce budget n'a rien de politique et ne servira pas de trompe-l'œil à la population du pays; c'est un budget d'homme d'affaires qui présente les faits tels qu'ils sont et que l'avenir justifiera.

Avant d'entendre les discours de mes honorables vis-à-vis, surtout celui de l'honorable député de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston) et celui de l'honorable député de Medicine-Hat (M. Gershaw), je me demandais si je devais prendre part à la discussion. Mais comme ils ont affirmé de nouveau que le présent Gouvernement et le parti conservateur ont paralysé le commerce extérieur du Canada et comme ils ont prétendu, comme toujours d'ailleurs, que ce parti préconise les tarifs élevés, et comme je représente une circonscription voisine du territoire américain, j'ai cru que je ne pouvais laisser passer l'occasion qui se présente d'énoncer de nouveau les faits véritables au sujet du tarif. Mais avant d'aborder ce point je voudrais dire un mot en marge du discours de l'honorable député de Medicine-Hat. Au début de ses remarques, il disait:

Je crois que le peuple veut des élections générales le plus tôt possible.

Quelques MEMBRES: Très bien, très bien.

M. GOBEIL: Quelques honorables députés disent "Très bien, très bien."

M. GERSHAW: Parfaitement.

M. GOBEIL: Les honorables députés désirent-ils autant qu'ils le montrent des élections générales? Ont-ils confiance dans le jugement des électeurs? Personne, maintenant, ne dit "Très bien, très bien." Je me vois forcé de conclure qu'ils n'ont pas, dans les résultats du prochain appel au peuple, toute la confiance qu'ils voudraient laisser entendre à tout le monde. Et j'en vois deux raisons principales. La première n'est pas seulement une raison, mais une preuve que les honorables députés ne désirent pas du tout d'appel au peuple maintenant, "sans délai," comme ils disent. S'il en est ainsi pourquoi veulent-ils priver de leur droit de vote une couple de cent mille électeurs? S'ils avaient si grande confiance dans le verdict des électeurs, pourquoi demanderaient-ils à si grands cris un appel au peuple immédiat ou dans une couple de mois, ce qui priverait de leur droit de vote tous les jeunes gens des deux sexes qui sont devenus majeurs ou qui le deviendront entre la date de la préparation des listes électorales, l'an dernier, et celle de la prochaine revision, au mois de mai? Si les honorables députés avaient toute la con-